



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale  
et de la Protection des Populations  
Pôle de la Protection des Populations  
Service de la Santé et de la Protection Animales  
et de l'Environnement  
Unité Protection de l'Environnement

Installation classée soumise  
à autorisation n° 5671  
Société TSI

**Arrêté préfectoral n°2016-DDCSPP-217  
mettant en demeure la Société T.S.I. à SAINT FLORENT SUR CHER  
de régulariser sa situation administrative**

La Préfète du Cher,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'article R. 515-84 du code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 du Président de la République nommant Mme Nathalie COLIN, Préfète du Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-1-0008 du 1<sup>er</sup> janvier 2016 accordant délégation de signature à M. Thierry BERGERON, Directeur Départemental de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher ;

Vu la décision du 6 janvier 2016 donnant délégation de signature aux agents de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 1990 autorisant la SARL Traitements de Surfaces Industriels (T.S.I.) à exploiter un atelier de galvanoplastie rue Fernand Léger, zone industrielle à Saint-Florent-sur-Cher ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2001 portant mise en demeure de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005 prescrivant une consignation de fonds de 10 000 euros relative au dépôt d'un dossier de régularisation administrative pour l'ensemble des activités qu'elle exerce sur le site de Saint Florent sur Cher ;

Vu le récépissé du 13 mars 2006 relatif à l'emploi de matières abrasives pour le décapage, activité réalisée à l'aide d'une installation de grenailage au corindon d'une puissance installée de 54 kW par la société T.S.I. ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010.1.1357 du 10 août 2010 fixant les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-DDCSPP-190 du 4 décembre 2012 prescrivant une surveillance pérenne, un programme d'actions et une étude technico-économique des rejets de l'établissement exploité par la société TSI dans le milieu aquatique, relatifs à l'action de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ;

Vu le dossier de régularisation administrative du 10 février 2006 pour les installations de traitement de surface par voie sèche (métallisation par projection de métal fondu et grenaillage au corindon) jugé non recevable par l'inspection des installations classées le 12 juin 2006 ;

Vu le dossier de régularisation administrative du 12 décembre 2006 pour les installations de traitement de surface par voie humide (traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique) jugé non recevable par l'inspection des installations classées le 21 mai 2007 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement daté du 27 juillet 2016 et faisant suite à la visite d'inspection du site réalisée le 8 juillet 2016 transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 août 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 8 juillet 2016, l'exploitant a indiqué exercer une activité de traitement de surface mettant en œuvre des cyanures pour un volume des cuves supérieur à 200 litres (au total, 2 300 litres) ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- 2565-1b : Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563 :

1. Lorsqu'il y a mise en œuvre :

b) de cyanures, le volume des cuves étant supérieur à 200 l (Autorisation) ;

Considérant que l'activité de traitement de surface mettant en œuvre des cyanures, pour un volume des cuves supérieur à 200 litres, relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2565-1b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas déposé de demande de bénéfice de l'antériorité pour l'exercice de cette activité ;

Considérant que cette activité est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société T.S.I. de régulariser sa situation administrative.

Sur proposition du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,

#### **ARRETE :**

**Article 1er** – La société T.S.I. exerçant une activité de traitement de surface mettant en œuvre des cyanures pour un volume des cuves supérieur à 200 litres au sein de l'établissement qu'elle exploite sur la zone industrielle, rue Fernand Léger, sur la commune de SAINT-FLORENT-SUR-CHER, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative, dans un délai de trois mois :

- en déposant un dossier de demande de régularisation administrative au titre de la rubrique 2565-1b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement intégrant tous les éléments exigés par le code de l'environnement, en préfecture du Cher (DDCSPP/UPE) ;

Le délai court à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

**Article 3 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant et au maire de SAINT FLORENT SUR CHER.

Bourges, le 23 août 2016

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le Directeur départemental et par délégation,  
Le Directeur adjoint,

Signé

Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal Administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1) :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

